COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 22 au 28 octobre 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Energies renouvelables 3

- Transition énergétique : Validation d'une stratégie régionale en vue

- Schools who took part in efficiency and renewable energy competition rewarded

- Délestage persistant : Prévision de retour à la normale non tenue

1.2 Programme MASE 10

- Lutte contre la pollution marine régionale : Sous la coordination de Madagascar

- Pollution marine : Un exercice de simulation à Diégo

-La région océan indien renferme ses acquis

-Déchets des hydrocarbures : coordination nécessaire pour la sécurité maritime

-Exercice de grandeur nature à Antsiranana

1.3 Coopération régionale.....18

- Les Seychelles au forum économique "Choose La Réunion"

II. Centres d'intérêts

1.1 Pêche 20

- Les Seychelles et l'Union européenne signent un nouvel accord de pêche d'une valeur de 58 millions d'euros

-[Rodrigues] Réouverture de la saison de la pêche d'ourites : 18 tonnes dès le 1er jour

1.2 Connectivité numérique 25

- Internet : Madagascar dispose de l'un des services les plus rapides en Afrique subsaharienne

25 octobre 2019

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/10/25/transition-energetique-validation-

Transition énergétique : Validation d'une stratégie régionale en vue



Lors de la réunion entre toutes les parties prenantes hier.

Une réunion des ministres en charge de l'Energie des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) s'est tenue pendant deux jours à l'hôtel Colbert.

« L'objectif consiste à valider une stratégie régionale sur la transition énergétique en vue d'entrevoir une nouvelle perspective de coopération entre ces pays membres avec les partenaires techniques et financiers ». Le Chargé de mission de la COI, Marc Maminiaina, l'a évoqué lors de l'ouverture de cette réunion ministérielle. En fait, de nombreux projets touchant le secteur de l'énergie, notamment la promotion des énergies renouvelables ont été financés dans ces pays de l'Océan Indien dont à Madagascar, dans le cadre de la mise en œuvre du programme Energie par la COI sur financement de l'Union Européenne. « *Ce programme d'une durée de quatre ans, touche sa fin cette année. D'où, la nécessité de la validation de cette nouvelle stratégie régionale* », a-t-il poursuivi.

Echanges. De son côté, l'Ambassadeur de l'Union Européenne à Madagascar, SEM Giovanni Di Girolamo, a soulevé que cette nouvelle stratégie vise à aider les pays membres de la COI à faire la transition énergétique avec la promotion des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique. « *Cela permet en même temps de réduire la dépendance en énergie fossile tout en luttant contre les risques liées aux aléas du marché international. Et avec cette stratégie régionale concertée, les pays membres de la COI pourront sauvegarder le potentiel naturel de la région tout en améliorant les conditions de vie de la population* », a-t-il enchaîné. Ainsi, dans le cadre de cette réunion entre les ministres en charge de l'Energie des pays de l'Indianocéanie, des échanges d'expériences et de partage de bonnes pratiques en matière de l'utilisation des énergies renouvelables, ont eu lieu afin d'assurer une efficacité énergétique.

Défis. Notons que cette stratégie régionale sur la transition énergétique sera soumis au conseil des ministres de l'Energie des Etats membres de la COI à la fin de cette année. « *Cette coopération régionale est très importante. En effet, l'énergie représente un enjeu décisif pour le développement et l'émergence de Madagascar. Il y a un impact direct sur la vie de nos concitoyens. Les objectifs de l'Etat sont ambitieux. Il s'agit de donner l'accès à l'énergie à plus de 50% de la population contre 15 % à la fin de 2018 et de doubler la capacité de production en électricité dans le pays dans les cinq ans à venir. En outre, 70% de l'électricité produite doivent se faire avec des énergies renouvelables*. *Ce sont des défis importants* », a conclu le ministre de l'Energie, Vonjy Andriamanga.
Navalona R.

Océan Indien : la transition énergétique reste un défi majeur

Par Les Nouvelles sur 25/10/2019



Face à la prédominance des énergies fossiles, la transition énergétique reste un réel défi pour Madagascar. Pour permettra au pays de gagner ce pari, une stratégie nationale de transition énergétique est validée hier, à Antananarivo, en collaboration avec les pays membres de la COI.

Madagascar accueille depuis le 23 octobre une réunion ministérielle des pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI), pour élaborer une stratégie de transition énergétique, surtout que le programme

UE-COI Energie, destiné au renforcement de la stratégie nationale des pays membres de la COI, touche à sa fin dans quelques mois.

Pour Madagascar, « Le pays n'est pas encore dans une phase de transition énergétique », a confié Marc Maminiaina, chargé de mission de la COI, lors d'un atelier organisé hier, à Antaninarenina. Force est de constater que l'énergie

fossile reste la principale source d'énergie dans la Grande île, ce qui engendre des milliards de dépense et d'investissement, sans parler des impacts considérables sur l'environnement.

« La transition énergétique est toutefois un long processus qui dure des années. La Grande île doit encore faire face à un réel défi », a poursuivi Marc Maminiaina.

A ce propos, Vonjy Andriamanga, ministre de l'Energie, de l'eau et des hydrocarbures reconnaît que « Madagascar ne peut pas travailler seul dans le cadre

de la transition énergétique. Cette coopération avec la COI est stratégique pour que la Grande île puisse atteindre les 70% d'énergie renouvelable dans l'approvisionnement du pays ».

Neuf projets financés à Madagascar

Néanmoins, le programme COI-Energie de l'Union européenne a financé durant ces cinq dernières années neuf projets d'électrification, notamment dans les zones hors-réseau de Madagascar. Ces initiatives font partie des 17 projets mis en œuvre dans la région océan Indien.

La nouvelle stratégie validée par les Etats membres permettra de promouvoir les potentiels en énergie renouvelable dans chaque pays pour accélérer ce processus de transition énergétique. La promotion de l'énergie solaire, la biomasse et l'efficacité énergétique figurent parmi les priorités de ce partenariat.

Riana R.

Seychelles NATION

23 octobre 2019

http://www.nation.sc/articles/2079/schools-who-took-part-in-efficiency-

Schools who took part in efficiency and renewable energy competition rewarded



The winners in a souvenir photograph with guests

With the increasing effects of climate change several countries are trying to find ways to mitigate its impact or come up with adaptation solutions.

In April this year the Indian Ocean Commission launched the regional eco-school renewable energy efficiency project competition, an initiative of the foundation environmental education (FEE) that encourages young people to develop their knowledge by working in collaborative and proactive ways on ten themes that revolve around renewable energy sufficient project.

Schools who took part in the competition were rewarded yesterday afternoon in a ceremony in the auditorium of the Seychelles Institute of Teacher Education (SITE). The ceremony was attended by the Minister for Education and Human Resource Development Jeanne Simeon, the principal secretary for tertiary, primary and secondary education Dr Odile Decomarmond and the director general of secondary education, Odile Octave.

A total of seven projects were submitted by secondary schools which were then evaluated by a national committee comprising six judges. The four top-scoring judges were then selected and had to prepare a PowerPoint presentation explaining their projects.

The winning team was Anse Royale secondary school who then went on to represent Seychelles in the regional competition that was held in Mauritius in August 2019.

Their project was a solar power grass cutter that is quieter than the fuel powered ones currently in use at the moment.

"As a small island developing state, we are vulnerable to the effects of climate change and must do our utmost to assist the world in mitigating its impact. I am pleased that the students have designed projects that will be able to help tackle the issues of climate change," said Ms Octave.

She went on to congratulate every student who took part in the competition and thanked all parents and teachers who helped the students when designing and presenting their projects.

The director general also thanked the numerous sponsors who contributed towards the prizes, mainly Mauritius Commercial Bank, Public Utilities Corporation, the Ministry of Environment Energy and Climate Change, Seychelles Energy Commission, Sustainability for Seychelles, Luminous Trading and Cable and Wireless.

Ms Octave ended by urging everyone to continue to support such projects and contribute to reducing your energy consumption by switching to more renewable sources of energy.

Schools who reached the finals were awarded first. They were Perseverance secondary who came out third, Beau Vallon took the second position and the first place went to Anse Royale secondary school as the national winner.

All schools were invited to design a maquette of their project which is on exhibit at the SITE cafeteria. This category was judged the same day as the ceremony. The winners were Anse Royale secondary who was placed third, Perseverance secondary took the second poistion and the first position went to Beau Vallon secondary.

Plaisance secondary school displayed their hydroponic system of farming titled 'solar energy as renewable energy in deep culture technique-aquaponics system for the production of lettuce' which is a method of growing plants in a water based, nutrient rich solution.

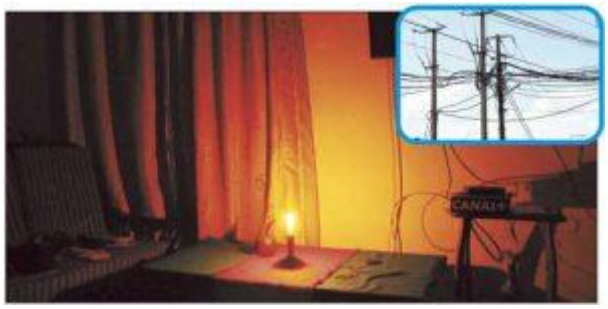
Hydroponics does not use soil, instead the root system is supported using an inert medium such as perlite, rockwool, clay pellets, peat moss, or vermiculite. The basic premise behind hydroponics is to allow the plants roots to come in direct contact with the nutrient solution, while also having access to oxygen, which is essential for proper growth.

Teeshe Pointe and Marielle Ntep, the masterminds behind the project, say that they plan to implement it at Perseverance school and later sell the produce grown through the system.

25 octobre 2019

http://www.midi-madagasikara.mg/a-la-une/2019/10/25/delestage-

Délestage persistant : Prévision de retour à la normale non tenue



Le programme de délestage n'est pas respecté. Dans certains quartiers de la Capitale, les coupures d'électricité ont duré jusqu'à huit heures de temps. Dans d'autres, elles durent quelques heures, et sont très fréquentes.

Le ministre Vonjy Andriamanga, chargé de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures, ne maitrise plus la situation à laquelle, la Jirama fait face actuellement. Cela fait plusieurs jours que des coupures d'électricité ont été constatées dans plusieurs zones de la ville d'Antananarivo. Mercredi dernier, la Jirama avait annoncé le retour du délestage dans la Capitale, suite à des « problèmes techniques ». Des problèmes que le ministre Vonjy Andriamanga a qualifiés de cas exceptionnel. « *Ce gap dans la production d'électricité a été causé par des problèmes techniques et des soucis d'approvisionnement en carburant. Les techniciens sont déjà en train de les résoudre. Les coupures ne devraient plus se poursuivre. Ce qui s'est passé est un cas exceptionnel* », a-t-il affirmé, en marge de la Réunion des ministres chargés de l'Energie issus des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI), qui s'est tenue hier au Colbert Antaninarenina, sous le thème de la stratégie de la transition énergétique.

Non respecté. Questionné sur la suite du programme de délestage, le ministre de tutelle a annoncé qu'il n'y a plus de délestage. Et pourtant, comme par hasard, à l'heure où il a fait cette déclaration, plusieurs quartiers de la Capitale étaient en train de subir de longues coupures d'électricité. Du côté des pavillons à Analakely, l'électricité a été coupée de 7h jusqu'à 14h. A Ambodivona, les usagers ont été privés d'électricité de 11h30 jusqu'à plus de 18h… et ce ne sont que des exemples. Bref, les usagers en sont témoins, les coupures tournantes sont maintenues. A la différence de l'annonce de mercredi dernier, ces coupures tournantes durent beaucoup plus longtemps que les deux heures indiquées dans le communiqué. En outre, il est

désormais confirmé que le problème auquel la Jirama fait face est lié à la crise de carburant. Sur ce sujet, le ministre Vonjy Andriamanga a martelé que les stocks sont suffisants. D'ailleurs, la cargaison pour assurer l'approvisionnement en carburant durant le mois de novembre arrivera au port de Toamasina ce vendredi, d'après ses dires.
Antsa R.

Plus infos

- https://www.moov.mg/actualites/nationale/detail/d%C3%A9lestage-persistant-pr%C3%A9vision-de-retour-%C3%A0-la-normale-non-tenue

21 octobre 2019

https://matv.mg/lutte-contre-la-pollution-marine-regionale-sous-la-

Lutte contre la pollution marine régionale : Sous la coordination de Madagascar



Madagascar avait accueilli du 16 et 20 octobre dernier, l'exercice régional de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure (MASE POLMAR 2019). Un exercice organisé par la Commission de l'Océan Indien (COI), en collaboration avec le ministère de l'Environnement et du Développement Durable et l'Organe de Lutte contre la Pollution marine (OLEP). Plus d'une soixantaine de participants issus de 7 pays, à savoir, Les Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Somalie ont participé à cet événement. L'exercice POLMAR rentre dans le cadre de l'accompagnement du processus d'opérationnalisation des centres régionaux et à la mise en œuvre d'un modus operandi pour faciliter la coordination de ces derniers avec les centres nationaux. Ces exercices régionaux visent à prouver la coordination opérationnelle et ainsi accélérer l'assimilation par les Etats régionaux. Les exercices constituent aussi opportunité d'informer et de sensibiliser les autorités nationales sur la situation sécuritaires de l'espace maritime régional.

Pour Madagascar, il dispose de matériel approprié pour intervenir en cas d'accidents maritimes. Mais selon les explications du Directeur Général de l'Organe de Lutte contre les Evénements de Pollution(OLEP), Damy Jean-Baptiste Ratolojanahary, si la pollution marine accidentelle par hydrocarbure est d'une quantité de plus de 200 tonnes, Madagascar n'arrivera pas à gérer, seule, l'intervention et devrait fait appel aux pays membres de la COI et cela, dans le cadre de deux conventions préalablement signées avec le centre Régional de Fusion des Informations Maritimes et le Centre Régional de coordination des opérations maritimes. Madagascar est actuellement le coordonnateur sous-régional de la lutte contre la pollution maritime. Au niveau national, la finalité de l'exercice vise

à la fois à consolider l'architecture régionale de sécurité et sûreté maritimes et à faire évoluer l'efficacité de cette coordination multilatérale. L'exercice MASE MARPOL 2019 est aussi une opportunité d'échanger l'expérience et de créer les réelles synergies de compétences entre les participants. Notons que cet exercice a vu la participation d'experts issus d'une institution reconnue comme CEDRE et le CLS de la phase de préparation jusqu'à la phase de l'exécution permettra de profiter de leur expertise dans la mise en œuvre des logiciels de modélisation de dérive et de comportemental/évolution du polluant et des «use cases» et les possibilités offertes par son système MAS dans le suivi de situation surface.

COI et ses Projets

Programme MASE POLMAR 2019

21 octobre 2019

Madagascar

Sécurité maritime
La région océan Indien renforce ses acquis



Madagascar a participé à l'exercice régional de simulation de lutte contre la pollution marine accidentelle par hydrocarbure (Marpol Mase 2019), qui s'est tenu récemment à Antsiranana. Il s'agit d'une action régionale pilote, menée par la Commission de l'océan Indien à travers le programme régional de sécurité maritime financé par l'Union européenne.

«Les techniciens malgaches dans ce domaine ont ainsi participé à des exercices régionaux avec des thématiques variées pour expérimenter le concept de la coordination opérationnelle et ainsi d'accélérer son assimilation par les Etats régionaux. Les exercices constituent aussi une opportunité d'informer et de sensibiliser les autorités nationales sur la situation sécuritaire de l'espace maritime régional», a rapporté le ministère malgache de l'Environnement.

Toujours d'après les explications de ce ministère, cette initiative se fixe comme objectif de consolider l'architecture régionale de sécurité et sûreté maritimes, et de faire évoluer l'efficacité de cette coordination multilatérale.

Rado A.

COI et ses Projets

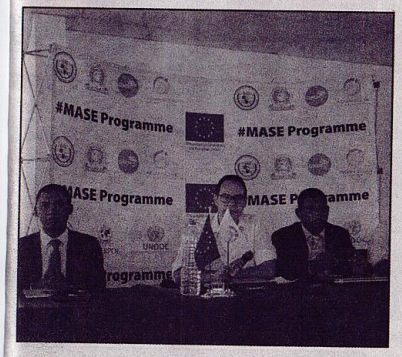
Programme MASE POLMAR 2019

21 octobre 2019

Madagascar

Déchets d'hydrocarbures

Une coordination nécessaire pour la sécurité maritime



Un exercice régional de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par les hydrocarbures (MARPOL MASE 2019) s'est tenu à Madagascar du 16 au 20 octobre dernier, à Antsiranana. A cet effet, une suite d'exercices régionaux avec des thématiques variées ont été organisés pour éprouver le concept de la coordination opérationnelle et accélérer ainsi leur assimilation par les Etats régionaux. Les exercices constituent aussi une opportunité d'informer et de sensibiliser les autorités nationales sur la situation sécuritaire de l'espace maritime régional. En avril 2018, une première conférence ministérielle sur la sécurité maritime a traité toutes les thématiques de la lutte contre les menaces et a émis des recommandations sur la mise en place d'une coordination effective entre les Etats régionaux, dans le cadre de la lutte contre la pollution maritime. Par conséquent, ces Etats se sont accordés sur la nécessité au moins de tester à travers un exercice de dimension régionale l'application du plan sous-régional relatif à cette mission. Et récemment donc, le programme MASE a décidé d'organiser conjointement avec l'OLEP (Organe de lutte contre l'événement de pollution marine par les hydrocarbures) un exercice de simulation allant dans ce sens.

Madagascar est actuellement le coordonnateur sous-régional de la lutte contre la pollution maritime. Les Etats régionaux, parties prenantes à cet exercice sont les Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles.

Echanges

Au niveau national, la finalité de l'exercice vise à la fois à consolider l'architecture régionale de sécurité et sûreté maritimes et à faire évoluer l'efficacité de cette coordination multilatérale. L'exercice MASE MARPOL 2019 est aussi une opportunité d'échanger l'expérience et de créer les réelles synergies de compétence entre les participants. La participation d'experts issus d'une Institution reconnue comme CEDRE et le CLS dans la phase de préparation jusqu'à celle de l'exécution permettra de profiter de leur expertise, laquelle consiste à la mise en œuvre des logiciels de modélisation de dérive et de comportement/évolution du polluant et des « *use cases* », ainsi que les possibilités offertes par le système MAS dans le suivi d'une situation.

Cet événement a aussi comporté en simultané un volet « *État-Major* » et un volet « *terrain* », précédé de deux jours de formation et de briefing. L'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale malagasy et du garde-côte mauricien.

COI et ses Projets

Programme MASE POLMAR 2019

21 octobre 2019

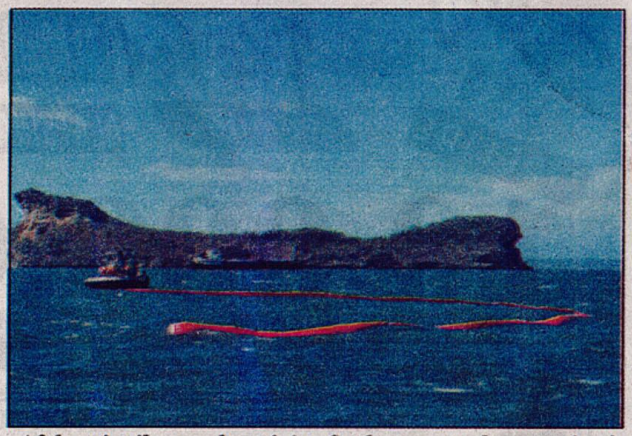
Madagascar

ADY AMIN'NY FAHALOTOAN'NY RANOMASINA

Nisy fanazaran-tena iraisam-pirenena tany Antsiranana

Notanterahina taty Antsiranana, ny 16 oktobra ka hatramin'ny omaly ny fanazaran-tena iraisam-pirenena momba ny fiatrehana ny fahaverezan'ny solika an-dranomasina (Mase marpol). Nifandrimbona nikarakara izao fanazaran-tena izao ny vaomieran'ny Ranomasina indianina (COI) sy ny Vondrona eoropeanina niaraka tamin'ny fanjakana malagasy. Ireo Nosy manodidina antsika rehetra ato amin'ny ranomasina indianina miampy an'i Djibouti sy Kenya no nandray anjara tamin'izany, nahitana olona 60 teo ho eo. Sambon'ny tafika an-dranomasina miisa telo no nampiasaina (Mailaka, Tselatra,...), nisy ihany koa ny fiaramanidina Dornier avy any amin'ny Nosy Maorisy, fitaovana maro avy ao amin'ny ivontoerana miady amin'ny fahalotoan'ny ranomasina eto Madagasikara (Olep) izay sampana ao amin'ny minisiteran'ny tontolo iainana no nampiasaina tamin'izany (barrage, écrémeur, motopompe,...). Nandray anjara ny tafika an-dranomasina malagasy.

Efa afaka miatrika izany fandotoana an-dranomasina izany isika eto Madagasikara sy ireo firenena manodidina raha sanatria ka mitranga anatin'ny fari-dranomasintsika izany. Isan'ny natao vaindohan-draharaha amin'izao ny fiarovana ny zavaboary an-dranomasina sy ny sisintanintsika raha toa ka mitranga ny loza.



Afaka miatrika ny ady amin'ny fandotoana an-dranomasina i Madagasikara sy ny firenena manodidina, taorian'ny fizarana.

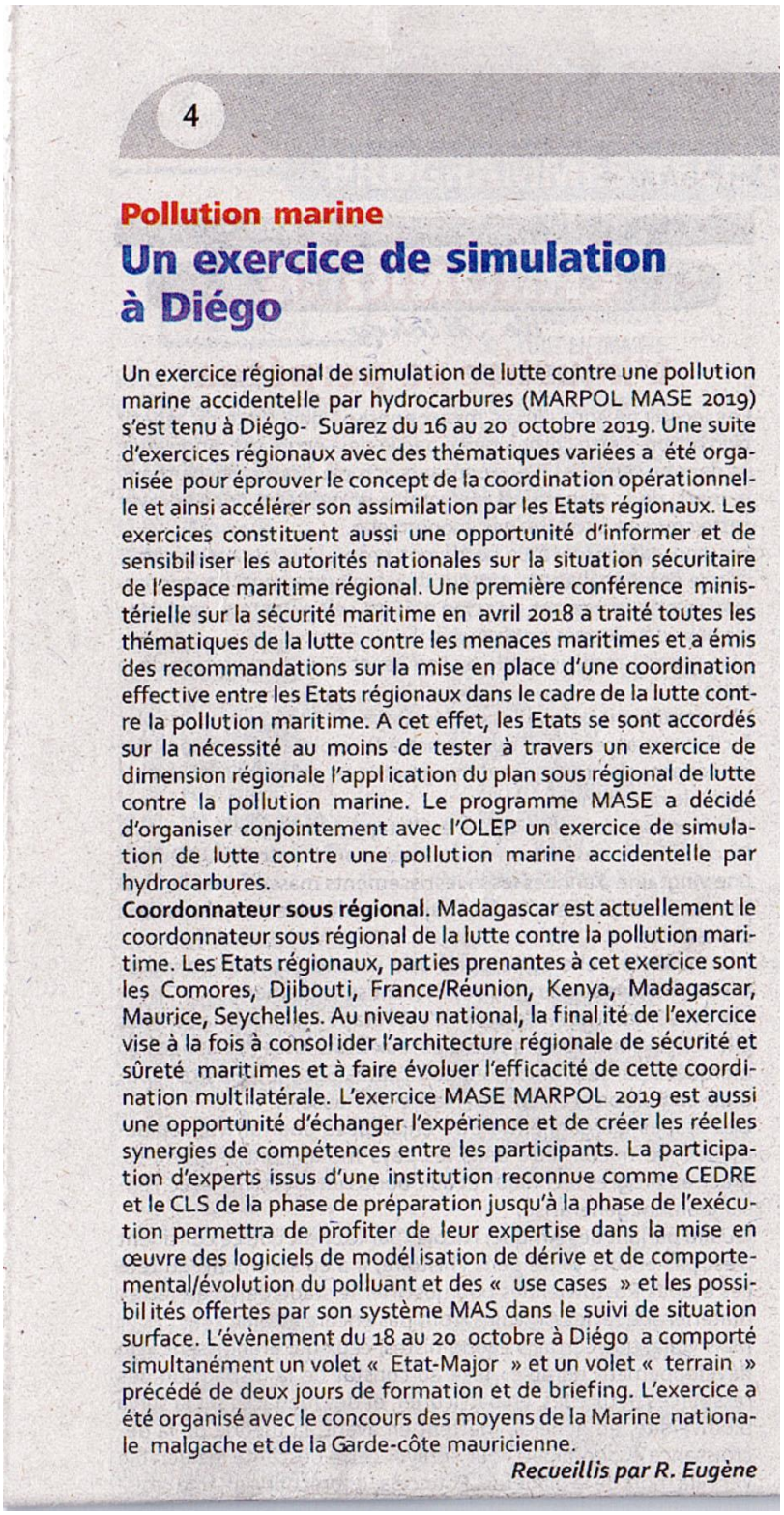
Efa nialohavan'ny fivoriana momba ny fandriampahalemana an-dranomasina, ny volana avrily 2018 ka tapaka fa mety kokoa raha misy ny fiatrehana fizarana ahafahana miomana sy mandrindra ny asa hiarovana ny fandotoana ny fari-dranomasina. Voasafidy ho mpandrindram-paritry ny ady amin'ny fahalotoan'ny ranomasina i Madagasikara. Afaka nosedraina nandritra ny fanazaran-tena ny rafitra any an-toerana misahana ny fandriampahalemana an-dranomasina sy ny fandrindrana ny asa iarahan'ny Nosy maromaro.

42 tapitira euros ny sora-bola kirakirain'ny tetikasa

Mitentina 42 tapitrisa euros ny sora-bola natokan'ny Vondrona eoropeanina ho an'ny tetikasa Mase ho an'ny firenena 22 aty Afrika ka anisany koa ireo Nosy aty amin'ny ranomasina indianina.

Ny tetikasa Mase no hamondronana ny vaovao marim-pototra ahafahana manaramaso ny fivezivezen'ny sambo eny an-dranomasina ho an'ny firenena mpikambana. Mampiasa teknolojia avo lenta Maritime Awareness system ny tompon'andraikitra.

Vonjy A.



4

Pollution marine

Un exercice de simulation à Diégo

Un exercice régional de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbures (MARPOL MASE 2019) s'est tenu à Diégo- Suarez du 16 au 20 octobre 2019. Une suite d'exercices régionaux avec des thématiques variées a été organisée pour éprouver le concept de la coordination opérationnelle et ainsi accélérer son assimilation par les Etats régionaux. Les exercices constituent aussi une opportunité d'informer et de sensibiliser les autorités nationales sur la situation sécuritaire de l'espace maritime régional. Une première conférence ministérielle sur la sécurité maritime en avril 2018 a traité toutes les thématiques de la lutte contre les menaces maritimes et a émis des recommandations sur la mise en place d'une coordination effective entre les Etats régionaux dans le cadre de la lutte contre la pollution maritime. A cet effet, les Etats se sont accordés sur la nécessité au moins de tester à travers un exercice de dimension régionale l'application du plan sous régional de lutte contre la pollution marine. Le programme MASE a décidé d'organiser conjointement avec l'OLEP un exercice de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbures.

Coordonnateur sous régional. Madagascar est actuellement le coordonnateur sous régional de la lutte contre la pollution maritime. Les Etats régionaux, parties prenantes à cet exercice sont les Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles. Au niveau national, la finalité de l'exercice vise à la fois à consolider l'architecture régionale de sécurité et sûreté maritimes et à faire évoluer l'efficacité de cette coordination multilatérale. L'exercice MASE MARPOL 2019 est aussi une opportunité d'échanger l'expérience et de créer les réelles synergies de compétences entre les participants. La participation d'experts issus d'une institution reconnue comme CEDRE et le CLS de la phase de préparation jusqu'à la phase de l'exécution permettra de profiter de leur expertise dans la mise en œuvre des logiciels de modélisation de dérive et de comportemental/évolution du polluant et des « use cases » et les possibilités offertes par son système MAS dans le suivi de situation surface. L'évènement du 18 au 20 octobre à Diégo a comporté simultanément un volet « Etat-Major » et un volet « terrain » précédé de deux jours de formation et de briefing. L'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale malgache et de la Garde-côte mauricienne.

Recueillis par R. Eugène

Pollution marine : Un exercice de simulation à Diégo

Un exercice régional de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbures (MARPOL MASE 2019) s'est tenu à Diégo- Suarez du 16 au 20 octobre 2019. Une suite d'exercices régionaux avec des thématiques variées a été organisée pour éprouver le concept de la coordination opérationnelle et ainsi accélérer son assimilation par les Etats régionaux. Les exercices constituent aussi une opportunité d'informer et de sensibiliser les autorités nationales sur la situation sécuritaire de l'espace maritime régional. Une première conférence ministérielle sur la sécurité maritime en avril 2018 a traité toutes les thématiques de la lutte contre les menaces maritimes et a émis des recommandations sur la mise en place d'une coordination effective entre les Etats régionaux dans le cadre de la lutte contre la pollution maritime. A cet effet, les Etats se sont accordés sur la nécessité au moins de tester à travers un exercice de dimension régionale l'application du plan sous régional de lutte contre la pollution marine. Le programme MASE a décidé d'organiser conjointement avec l'OLEP un exercice de simulation de lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbures.

Coordonnateur sous régional. Madagascar est actuellement le coordonnateur sous régional de la lutte contre la pollution maritime. Les Etats régionaux, parties prenantes à cet exercice sont les Comores, Djibouti, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles. Au niveau national, la finalité de l'exercice vise à la fois à consolider l'architecture régionale de sécurité et sûreté maritimes et à faire évoluer l'efficacité de cette coordination multilatérale. L'exercice MASE MARPOL 2019 est aussi une opportunité d'échanger l'expérience et de créer les réelles synergies de compétences entre les participants. La participation d'experts issus d'une institution reconnue comme CEDRE et le CLS de la phase de préparation jusqu'à la phase de l'exécution permettra de profiter de leur expertise dans la mise en œuvre des logiciels de modélisation de dérive et de comportemental/évolution du polluant et des « use cases » et les possibilités offertes par son système MAS dans le suivi de situation surface. L'évènement du 18 au 20 octobre à Diégo a comporté simultanément un volet « Etat-Major » et un volet « terrain » précédé de deux jours de formation et de briefing. L'exercice a été organisé avec le concours des moyens de la Marine nationale malgache et de la Garde-côte mauricienne.

Recueillis par R. Eugène

21 octobre 2019

https://www.newsmada.com/2019/10/21/mase-polmar-securite-

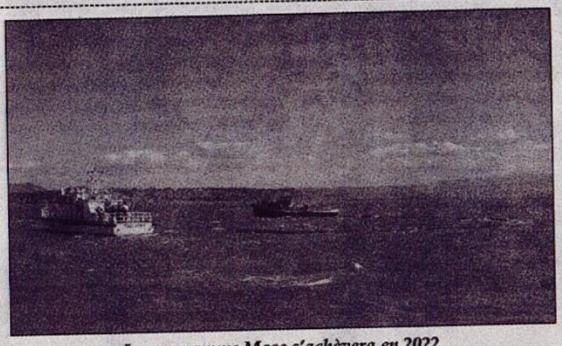
LES NOUVELLES

Mase Polmar - Sécurité maritime

Exercice de grandeur nature à Antsiranana

Les 14.000 kilomètres de côtes et les 10 millions km2 de zones économiques exclusives, de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AFOA-OI) sont exposés à des multiples menaces comme les actes de piraterie, les trafics des drogues et surtout la pollution marine sous toutes ses formes. C'est la raison d'être du programme Mase Polar au niveau régional sous la férule de la Commission de l'océan Indien (COI) et financé à hauteur de 42 millions d'euros par l'Union européenne (UE).

En collaboration avec l'Organe de lutte contre la pollution marine (Olep) de Madagascar, le ministère de l'Environnement et la Marine nationale, une soixantaine de participants issus de sept pays (Comores, Djibouti, France-Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Somalie) se sont donné rendez-vous à Antsiranana le 16 octobre pour mener ensemble le programme régional de sécurité maritime (Mase) qui est un exercice de simulation grandeur nature contre la pollution marine, notamment celle due aux hydrocarbures et nappes de pétrole. Mase est une réponse pratique à la protection des milieux marins et littoraux.



Le programme Mase s'achèvera en 2022.

Des grands moyens

En fait, cette manœuvre fait suite aux deux accords Mase, signés par les sept pays membres, qui sont à l'origine de la création du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et du centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) en 2018. Il s'agit de renforcer et améliorer les capacités de surveillance et de contrôle en mer et qui priorise la promotion et la coordination des échanges d'information maritime, pour répondre efficacement aux défis régionaux liés à la préservation de l'environnement marin et des ressources halieutiques.

Dans ce cadre, pour rendre la simulation la plus réaliste possible, trois navires, entre autres, Mailaka, Tselatra ainsi qu'un avion militaire de l'île Maurice (Dornier) ont été déployés. L'Olep a également fournis les moyens logistiques nécessaires.

Une telle action s'inscrit parfaitement dans l'ambition du ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), de sauvegarder et valoriser l'environnement et les ressources naturelles, notamment pour les espèces endémiques de la faune marine malgache.

Selon l'indice de sécurité maritime, établi par Stable-Seas, «*Les domaines maritimes de l'Afoa-OI génèrent 176 milliards de dollars de revenus chaque année*», mais qui s'avèrent inférieurs au potentiel maritime économique de la région à cause des menaces qui pèsent sur les côtes.

RA.

Plus d'infos:

- https://noovell.com/similar/33682087/
- https://www.newsmada.com/2019/10/21/mase-polmar-securite-maritime-exercice-de-grandeur-nature-a-antsiranana/

24 octobre 2019

http://www.mfa.gov.sc/static.php?content_id=36&news_id=1922

Les Seychelles au forum économique "Choose La Réunion"



Représentant le Président Danny Faure invité par son homologue de la République Française, M. Emmanuel Macron, le Ministre du Tourisme, de l'Aviation civile, des Ports et de la Marine, M. Didier Dogley, a participé ce mercredi 23 octobre à La Réunion à un forum économique intitulé "*Choose La Réunion"* - organisé à l'occasion de la venue du président français dans l'ile.

Le Président Macron effectuait du 23 au 25 octobre sa première visite à La Réunion.

Le forum avait pour objectif de renforcer l'attractivité de l'ile de La Réunion auprès des investisseurs français et étrangers.

Intervenant à la cérémonie de clôture du forum économique, le Président Macron a présenté la stratégie qu'il envisage pour la Réunion qui se traduira dans la coopération régionale, la sécurité maritime, le renforcement du tourisme durable mais surtout le développement de la Réunion en "hub" académique (avec le lancement d'un ERASMUS de l'Océan Indien) ainsi qu'un "hub" numérique dans la zone indopacifique.

"*Nous pouvons être dans la région une puissance stabilisatrice. Il s'agit d'assumer un destin commun (…) La région indopacifique est l'épicentre du commerce mondial. Cette région est en train d'être le carrefour maritime du monde. Nous souhaitons faire de La Réunion un hub économique et climatique*" a-t-il dit.

Etaient aussi conviés à ce forum, le Premier Ministre de Madagascar, M. Christian Ntsay, L'ex-Premier Ministre de Maurice M A. Jugnauth, le Ministre français de l'économie et des Finances, M. Bruno Le Maire, le Ministre

français du Travail Mme Muriel Pénicaud Pénicaud, le Ministre des Télécommunications et de l'information des Comores M. Saïd Jaffar, le Président du Conseil Régional M. Didier Robert et le Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures de l'Inde, M. Vellamvelly Muraleedharan.

De nombreux chefs d'entreprises de La Réunion et de l'océan indien ainsi que d'autres acteurs de l'économie locale étaient également présents.

Le Ministre Dogley est intervenu lors d'un panel de haut niveau sur le thème de la connectivité régionale. Il a souligné à cette occasion l'importance de la densification des échanges et du commerce entre les iles de la région afin d'offrir plus d'opportunité d'emplois à chacun de nos pays. "*Nous devons encourager les autres à visiter notre région et fédérer nos forces et nos énergies pour convenir d'un plan d'action commun afin de renforcer la connectivité entre nos iles, ce dans les domaines aérien et maritime*", a-t-il indiqué.

M. Dogley s'est également félicité des diverses initiatives entreprises visant à maintenir les courants d'affaires existants entre les Seychelles et La Réunion, a l'image de la récente tenue aux Seychelles du Forum économique du Club Export. Il a aussi salué les efforts constants que mène la Commission de l'Océan Indien (COI) sous la Présidence seychelloise pour moderniser l'organisation afin d'aboutir à un Accord de Victoria révisé qui contribuera à renforcer les actions d'appui à l'intégration régionale.

Le Ministre Dogley conduisait une délégation qui comprenait outre la Secrétaire Générale à la Vice-Présidence, Mme Rebecca Loustau-Lallanne, mais aussi M. Jacques Belle Directeur Général au Département des Affaires Etrangères, et le Consul Honoraire des Seychelles à La Réunion, M. Jean-Claude Pech.

24 octobre 2019

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11851/Les+Seychelles+e

Les Seychelles et l'Union européenne signent un nouvel accord de pêche d'une valeur de 58 millions d'euros



M. Bastienne a déclaré aux journalistes que "la négociation reste ouverte sur le montant de l'augmentation du salaire des marins seychellois travaillant sur les navires de l'UE. (Joe Laurence, Archives)

Un nouvel accord de partenariat et un protocole pour une **pêche** durable entre les Seychelles et l'**Union européenne** seront signés en janvier, a annoncé jeudi le ministre pour la **Pêche** et l'Agriculture.

Dans le cadre du nouvel accord de six ans, l'UE fournira une assistance financière de 58 millions d'euros aux Seychelles.

Le ministre, Charles Bastienne, a conduit la délégation des Seychelles au quatrième round de discussions à Bruxelles, en Belgique, du 20 au 21 octobre.

L'accord de partenariat pour une **pêche** durable est un accord de coopération de longue date entre l'UE et les Seychelles, qui permet aux navires de l'UE de pêcher dans les eaux relevant de la juridiction des Seychelles.

En vertu du protocole sur la **pêche**, l'UE fournit aux Seychelles une contribution financière comprenant les droits d'accès pour ses navires de **pêche** opérant dans les eaux de la nation insulaire. Le protocole établit également les règles et procédures administratives pour la mise en œuvre

de l'accord, y compris un soutien financier au développement durable de la pêche.

M. Bastienne a déclaré aux journalistes que "la négociation est encore ouverte sur l'augmentation du salaire des marins seychellois travaillant sur les navires de l'UE".



Le ministre Bastienne (2e à gauche) a annoncé vendredi le nouvel accord lors d'une conférence de presse. (Seychelles Nation) Photo License: CC-BY

Les Seychelles et l'UE ont convenu d'un quota final de 50 000 tonnes par an pour les navires de l'UE pêchant dans les eaux de l'île, et M. Bastienne a déclaré qu '« au-delà, une redevance excédentaire sera versée aux Seychelles ».

Le nombre de navires autorisés à pêcher dans les eaux des Seychelles est toujours de 40, mais il n'y en a que 27 navires en activité.

Les deux parties sont parvenues à un accord sur l'embarquement de marins seychellois à bord de navires de l'UE. M. Bastienne a indiqué qu '"une nouvelle amende de 35 euros a été négociée pour tout navire refusant d'embarquer des pêcheurs seychellois".
Les Seychelles ont convenu que des caméras soient installées sur les navires de **pêche** de l'UE afin de garantir une notification adéquate.

Le ministre de la **Pêche** des Seychelles a déclaré que les négociations avaient connu des revers en raison des limitations imposées par la Commission du thon de l'océan Indien (CTOI) à la **pêche** du thon à nageoires jaunes.

L'accord actuel entre l'UE et les Seychelles est entré en vigueur en 2007 et dure jusqu'au mois de novembre, tandis que le protocole de six ans expirera

le 17 janvier de l'année prochaine. La durée du prochain accord a également été esquissée et durera six ans après avoir été signé.

Les Seychelles, un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental, ont conclu des accords de **pêche** avec l'**Union européenne**, anciennement la Communauté européenne, depuis la fin des années 90.

Le protocole sur la **pêche**, ainsi que l'accord de partenariat économique que les Seychelles ont conclu avec l'UE ont généré tout au long de l'année d'importants avantages économiques pour la nation insulaire. Ces deux accords complémentaires ont fait des Seychelles le deuxième exportateur de conserves de thon sur le marché de l'UE.

La **pêche** est le deuxième contributeur de la nation insulaire.

24 octobre 2019

https://www.zinfos-moris.com/Rodrigues-Reouverture-de-la-saison-de-

[Rodrigues] Réouverture de la saison de la pêche d'ourites : 18 tonnes dès le 1er jour



Le Concours Pli Gro Ourite a été remporté par Lewis Romuald avec la prise d'une ourite pesant 6, 4 kg.
La fermeture de la pêche à l'ourite est une initiative rodriguaise, qui prévoit également la fermeture de la pêche aux crabes et aux crevettes même si chaque fermeture coûte Rs 5 millions pour un mois.

18 tonnes d'ourites ont été pêchées dès le 1er jour de la réouverture de la saison, à Baie du Nord, Rodrigues, le 19 octobre dernier. Le Concours Pli Gro Ourite a été remporté par Lewis Romuald avec la prise d'une ourite pesant 6, 4 kg.
La fermeture saisonnière de la pêche constitue un apport économique considérable pour Rodrigues. Cette pêche génère environ 20 millions de roupies en termes de gains pour les pêcheurs. Il y a une production de 200 à 250 tonnes d'ourites après chaque fermeture.
Depuis 2012, les autorités ont déboursé un budget de 15 millions de roupies pour chaque fermeture pour les dépenses liés au travail alternatif.

Le Commissaire de Pêche et de l'Environnement, Richard Payendee affirme que désormais avec la fermeture *«on arrive à capturer des ourites entre*

1,5kg et 4kg. On a fait Rs 15 M entrer dans les poches de piqueurs d'ourites par ans, soit Rs 5 M par mois».
Outre la mise en application des règlements portant sur la fermeture de la pêche à l'ourite, le Commissaire a annoncé pour bientôt des règlements pour la pêche aux crabes et aux langoustes.

Dans un autre volet, Richard Payendee a rappelé que tous les contenants en plastique, ainsi que des cuillères, fourchettes, take-away seront bannis à Rodrigues à partir de janvier 2020. *«De même dans les avions les take-away en plastique seront interdits»*, a-t-il dit.

Internet : Madagascar dispose de l'un des services les plus rapides en Afrique subsaharienne



En milieu urbain l'accès Internet est plus facile.
La vitesse est là. Mais le coût d'accès demeure prohibitif. C'est ce qui ressort d'une étude de la Banque Mondiale dans sa dernière note de conjoncture.

Fibre optique. Une performance obtenue grâce aux investissements réalisés dans le secteur des télécommunications. *« Les investissements dans les câbles à fibres optiques sous-marins en 2009 et 2010 ont mis fin à la dépendance du pays à l'égard des satellites pour la connectivité internationale, ont amélioré l'accès et ont réduit le coût de la bande passante internationale ». « Plus récemment, Telma a mis en place un réseau fédérateur national en fibre optique reliant les grandes villes et contribuant à la disponibilité de l'Internet haut débit en milieu urbain. Madagascar dispose à présent de l'une des vitesses de téléchargement les plus rapides en Afrique subsaharienne ».* Cette évolution a favorisé l'émergence de nouveaux secteurs très performants, notamment les secteurs de sous-traitance informatique, de la vente au détail et de la banque, ainsi que d'autres services aux entreprises.

Coût. Malheureusement, le facteur coût demeure encore un frein à l'accès du plus grand nombre à Internet. *Malgré les améliorations, les frais de connexion Internet restent élevés et la pénétration est faible. Le coût des services Internet haut débit fixe est plus élevé que dans les pays de référence. Les taux de pénétration sont également bien inférieurs à ceux des autres pays, une proportion importante de la population n'ayant toujours pas accès au réseau mobile (65,9%). Les prix élevés contribuent largement aux faibles taux de pénétration et d'accès à Madagascar, ce qui constitue un coût d'opportunité important pour l'économie. Selon une*

estimation, si les abonnements au haut débit fixe atteignaient les niveaux observés dans les pays de référence tels que le Rwanda ou le Cameroun (c'est-à-dire des 10% actuels à 18%), la croissance pourrait être relevée de plus de 1 point de pourcentage. À terme, cela pourrait également stimuler de nouveaux investissements. L'on note par ailleurs un déséquilibre entre le monde urbain et le milieu rural. *« Le coût d'investissements en infrastructure en milieu rural est exorbitant actuellement. Dans les zones dépourvues de réseau dorsal, le coût d'une licence pour installer de telles infrastructures est prohibitif, ce qui freine les investissements en milieu rural et l'accès des zones éloignées*
Recueillis par R.Edmond.